

Référendum en Bolivie : Une première et importante défaite d'Evo Morales

Roxana Paniagua Humeres et Manuel De La Fuente

Résumé

Le référendum du 21 février en Bolivie marque une nouvelle étape dans la gouvernance du pays. Les résultats du dernier référendum dévoilent la situation problématique dans laquelle se trouve le gouvernement Morales. La défaite référendaire de Morales montre en effet la complexité des rapports de force : les groupes de la droite essaient de gagner du terrain, les groupes d'allégeance gouvernementale et les groupes qui traditionnellement appuyaient le MAS, se trouvent aujourd'hui à remettre en question l'autoritarisme et la corruption au pays. La corruption semble être aujourd'hui l'élément qui aurait permis non seulement la défaite référendaire de Morales et son équipe, mais aussi l'élément déclencheur d'une mini-crise politique dont on ne voit pas comment le gouvernement va s'attaquer à ce fléau social.

Mots-clés : Référendum Bolivie – Réélection - Evo Morales – Défaite référendaire

Resumen

El referéndum del 21 de febrero en Bolivia sugiere una nueva etapa en la gobernanza del país. Los resultados del último referéndum ponen al descubierto una situación complicada en la cual se halla el gobierno de Morales. Muestra en efecto la complejidad de la relación de fuerzas entre los grupos de la derecha que tratan de ganar espacios, los grupos allegados al gobierno y los grupos que tradicionalmente apoyan al MAS pero que cuestionan hoy en día el autoritarismo y la corrupción. Este último elemento parece ser uno de los determinantes que ocasionó la derrota de Morales. Y que todavía en la actualidad está desencadenando una mini crisis política cuyo desenlace no se avizora aún en la medida en que no está claro como el Gobierno va encarar esta lacra social.

Palabras claves: Referéndum Bolivia – Reelección - Evo Morales - Derrota referéndum

Introduction

Le 21 février, les Boliviens sont allés aux urnes pour se prononcer sur la réforme de la Constitution politique de l'État à propos de la possibilité de réélection du président Evo Morales et du vice-président du pays. Selon la nouvelle constitution approuvée par référendum en 2009, l'article 168 concernant les mandats présidentiels signale le fait suivant : « [l]a période du mandat de la Présidente ou du Président et de la vice-présidente ou du vice-président de l'État est de cinq ans et ils ou elles peuvent être réélus ou réélues une fois de plus de manière consécutive ».¹ Or, Evo Morales et Alvaro Garcia Linera avaient déjà été élus en 2009² puis réélus en 2014. C'est pourquoi le gouvernement a proposé l'amendement de la constitution : sans celui-ci Morales et Linera étaient dans l'impossibilité de se présenter aux élections de 2019.

Rappelons qu'Evo Morales a gagné les élections en 2005 avec une majorité de 54%; puis lors du référendum révocatoire de 2008 avec 67%; lors des élections législatives de 2009 avec 64%; et enfin lors des élections législatives de 2014 avec 61%. Au référendum de février, il obtint seulement 48% du vote citoyen, soit 13 points de différence par rapport à la dernière élection législative.

¹ Traduction libre. « El periodo de mandato de la Presidenta o del Presidente y de la Vicepresidenta o del Vicepresidente del Estado es de cinco años, y pueden ser reelectas o reelectos por una sola vez de manera continua ». *Constitution politique de l'État plurinationale de Bolivie*. 2009.

² Il faut signaler qu'Evo Morales a été élu pour la première fois en 2005 mais que cette première période présidentielle n'a pas été comptabilisée dans la mesure où elle relevait de l'ancien cadre constitutionnel. Morales a pu donc se présenter aux élections en 2009 ainsi qu'en 2014.

La Bolivie a vécu une période politique intense depuis le mois de novembre dernier, durant laquelle le gouvernement Morales a proposé de rendre possible une troisième réélection consécutive. La question référendaire ayant passé l'examen du Tribunal constitutionnel en octobre 2015 et ayant été soumise au peuple bolivien dimanche le 21 février était la suivante : « Êtes-vous d'accord avec la réforme de l'article 168 de la Constitution politique de l'État pour que le président et le vice-président de l'État puissent être réélus plus de deux fois de manière consécutive ? ». L'enjeu de cette question était la possibilité ou non pour le président Morales de se représenter de nouveau aux élections de 2019.

Il faut rappeler que la constitution actuelle fut rédigée dans l'Assemblée constituante convoquée par le MAS en 2006. Ce texte, auquel avaient participé les mouvements sociaux et autochtones, fut approuvé grâce à un référendum en 2009 dans un contexte de tensions et d'attaques déclenchées par la droite située principalement dans la région orientale du pays, et particulièrement à Santa Cruz, le département le plus riche de la Bolivie. La réouverture de la constitution, sept ans après son approbation, semble être l'erreur majeure du gouvernement Morales puisque les Boliviens se sont prononcés contre. La proposition d'appeler le peuple bolivien aux urnes pour se prononcer sur l'ouverture du texte constitutionnel durement gagné par les mouvements sociaux a occasionné des débats très mouvementés. La question de la réélection a polarisé le débat sur deux points essentiels : d'une part, un certain désir de « continuité » du modèle d'une part, et d'autre part, un refus de voir les mêmes hommes politiques au pouvoir. Cette chronique exposera les arguments des deux camps puis analysera les résultats du

référendum proprement dit. La conclusion s'attardera sur les réactions post-référendum.

Les arguments pour le OUI : une demande pour la continuité

Dans un sondage publié dans *Los Tiempos*³ avant le 21 février 2016, plusieurs arguments furent invoqués par les citoyens se prononçant en faveur du OUI. Le premier touche à la stabilité économique et politique du pays. Il faut dire que Morales a mis sur pied, durant les dix dernières années, un modèle économique basé sur l'intervention de l'État qui, selon les agences internationales, classe la Bolivie comme un pays avec un taux de croissance annuel de 5%, et ceci malgré la baisse des prix du pétrole et des dérivés. La Bolivie contrôle ses finances grâce aux investissements de l'État en dépit de la crise économique de la région qui frappe l'Argentine et le Brésil. On observe donc depuis les dix dernières années une certaine prospérité dans ce pays traditionnellement habitué à l'instabilité politique et économique.

Le deuxième argument, et non pas le moindre, est la demande maritime intentée par le gouvernement du MAS devant la Cour de La Haye. Rappelons qu'au XIXe siècle, la Bolivie avait perdu la partie de son territoire lui donnant accès à la mer dans une guerre avec son voisin le Chili, et que depuis lors les Boliviens souhaitent ardemment le récupérer. Cet argument est majeur dans la mesure où la perte maritime a marqué au feu rouge l'imaginaire national: pour les Boliviens, le fait de faire face à « l'arrogance chilienne » est une question de dignité.

Un troisième argument invoqué concerne les diverses politiques de nationalisations qui ont été très bien reçues par la population. Selon cet argument, les nationalisations, particulièrement dans le domaine des hydrocarbures, expliqueraient en partie la vigueur de l'économie. Les citoyens se situant dans le camp du Oui évoquaient aussi le fait qu'ils se prononceraient en faveur de la réouverture de la Constitution parce qu'ils considéraient qu'Evo Morales et Alvaro Garcia Linera constituaient la meilleure option face aux autres candidats proposés par l'opposition. Selon eux, l'opposition n'avait pas fait grande chose pendant les vingt années précédant l'arrivée au pouvoir de Morales. Au contraire, les gouvernements de 1985 au 2005 (dirigés par l'opposition d'aujourd'hui) avaient mis de l'avant des politiques de privatisation des entreprises publiques, suivant en ceci un modèle néolibéral. Durant cette période, les écarts entre riches et pauvres avaient dramatiquement augmenté. Les partis de l'époque (c.-à-d. le Mouvement nationaliste révolutionnaire, le Mouvement de la gauche révolutionnaire et l'Action démocratique nationale) avaient conclu une entente afin de prendre successivement le pouvoir, ce que l'on connaît sous le nom de « démocratie pactisée ». Ces pratiques dénotaient le clientélisme, la corruption et le népotisme.

Par ailleurs, les « masistas » (militants du Mouvement au Socialisme) dont les bases électorales se situent principalement dans le haut plateau et les campagnes -surtout de la région occidentale du pays- ont déployé une campagne pour aller convaincre la population des villes que le meilleur gouvernement était celui d'Evo Morales parce qu'il avait permis le progrès des Boliviens et Boliviennes, stabilisé la Bolivie ainsi qu'obtenu la reconnaissance de la Bolivie sur le plan international.

³http://www.lostiempos.com/diario/actualidad/nacional/20160214/economia-y-corrupcion-son-las-causas-para-elegir-el-si-y-el-332961_740203.html Consulté le 2 mars.

La campagne, qui a été axée sur la figure de Morales et sur son leadership indiscutable, n'a pas donné les effets escomptés. Les membres du parti de Morales mettaient, lors de sorties publiques, l'accent sur l'incapacité de la droite à gouverner le pays. Ils insistaient sur le fait que, si elle revenait au pouvoir, la droite pouvait détruire les acquis sociaux et économiques durement gagnés par les Boliviens de milieux pauvres. Le gouvernement de Morales a utilisé les médias traditionnels de communication (radio et télévision) et a misé sur les années des réformes néolibérales (1985 - 2005) ayant affecté la population. Morales avait une longueur d'avance dans la mesure où il bénéficiait aussi d'une organisation des militants à l'échelle du pays et de la machine de l'État.

Les arguments pour le NON : le refus de la réélection

Il faut d'abord signaler qu'on pouvait dans le camp du Non retrouver aussi bien des partis du centre, du centre droit et de l'extrême droite. Ces derniers s'opposaient à la réélection de Morales tout simplement parce qu'il est autochtone. En outre, certains groupes sociaux qui avaient appuyé le processus de réforme du MAS et qui accusent aujourd'hui le gouvernement d'avoir trahi ce processus de changement politique, social et économique, faisaient partie des tenants du Non. Ces groupes sociaux critiquaient en particulier le manque de transparence, l'abandon du principe démocratique basé sur le débat pluriel, la cooptation par le MAS des revendications des peuples autochtones, l'abandon des politiques de protection de l'environnement aux aléas de l'industrialisation capitaliste aveugle et le respect des droits des peuples autochtones, surtout ceux qui n'appuient pas le gouvernement central.

Les arguments de l'opposition se sont dès le début de la campagne centrés sur « l'illégalité » de la réélection. Toutefois, les arguments juridiques et de droit n'étant pas convaincants, il était impossible de savoir si l'opposition avait une chance d'obtenir les résultats escomptés. Ces arguments n'ont permis le démarrage de la campagne pour le Non que tardivement, et ceci seulement lorsque l'opposition a invoqué la question de l'importance de « l'alternance politique » comme condition sine qua non pour la démocratie. Il est important de souligner qu'une grande partie des citoyens et citoyennes qui étaient contre l'ouverture de la Constitution du pays ne voulait pas être associée aux partis traditionnels de la droite néolibérale. En ce sens, ces citoyens se sont organisés, à travers les médias sociaux (Facebook et Twitter) notamment, afin de se distancer de la campagne que menait la droite via les médias traditionnels.

Toutefois, la corruption en relation au « Fonds indigène »⁴ fut un des arguments de taille qui

⁴Il s'agit d'un fonds pour les peuples autochtones qui étaient destinés à la construction des infrastructures à travers des projets de développement et qui ont été détournés sous le regard complaisant des autorités. Sans le travail de la vérificatrice générale (*contraloría*) il aurait été impossible de connaître l'existence de ce réseau de corruption qui touche plusieurs militants du MAS dont l'ex-ministre du Développement, Julia Ramos, qui a été emprisonnée en novembre 2015, Jorge Choque, sénateur du MAS, et Damian Condori, dissident du MAS, sont de bons exemples. Selon le rapport de la vérification générale, les fonds détournés dans des projets « fantômes » se chiffrent à 14 millions de bolivianos minimum. Ce détournement a créé un émoi dans la population, entraînant un véritable scandale. Ce scandale a, selon les sondages, joué un rôle majeur dans la décision des citoyens de s'opposer à la réélection de Morales.

mena une bonne partie de la population à se prononcer en faveur du Non poussant le gouvernement Morales à tenir une position défensive. Cette question a donné plus de corps à l'argument avancé par l'opposition et par les groupes militants contre la réélection. Un autre argument majeur pour lequel une tranche importante de la population s'est prononcée en faveur du Non concerne l'augmentation alarmante de réseaux de narcotrafiquants. Celle-ci amène effectivement son lot de problèmes sociaux, non seulement dans les centres urbains, mais aussi dans les régions rurales, spécifiquement les régions productrices de feuilles de coca. De plus, les positions antidémocratiques et autoritaires du MAS ont constitué des arguments importants expliquant la position négative à la réélection de Morales. Par ailleurs, un autre argument invoqué par les citoyens touche la question du surendettement extérieur du pays en raison du prêt d'une valeur de 7 000 millions de dollars reçu de la Chine en 2015. Ce prêt devra servir, selon le président Morales, à la construction d'une voie ferrée, de route et d'infrastructures énergétiques.⁵

⁵Voir l'article de *Página Siete* publié le 17 octobre 2015.

<http://www.paginasiete.bo/economia/2015/10/17/gobierno-contrae-prestamo-chino-millones-73803.html>

Aussi, le sondage publié par *Los Tiempos* le 13 février 2016.

<http://www.lostiempos.com/actualidad/nacional/20160213/intencion-voto-si-cae-28-no-sube-47>

<http://www.lostiempos.com/actualidad/nacional/20160213/economia-corrupcion-son-causas-elegir-si-no>

Voici donc les principaux arguments invoqués sur les plateaux de télévision ainsi que dans les médias sociaux ayant eu les effets escomptés.

Il faut dire qu'une tranche de la population urbaine de la classe moyenne votant traditionnellement pour le MAS s'est, durant le référendum, désistée, arguant qu'il est important que le MAS donne place à la relève politique et qu'en ce sens, l'ouverture de la constitution était inappropriée.

Les résultats du référendum

Tableau 1 : Résultats nationaux lors du référendum

National	Votants	%
OUI	2506562	48,66
NON	2 645048	51,34
TOTAL	5 147231	100,00
Taux de participation		86,65

La victoire du Non atteignit à peine les 51,34%. La différence de ces trois points de pourcentage montre que la population est divisée. Même si le Non l'a emporté, il n'en reste pas moins que 49 % de la population désirait que la constitution soit amendée en faveur de la réélection. Par ailleurs, lors des élections législatives de 2015, le MAS avait réussi à gagner des votes dans 8 départements sur 9 incluant Santa Cruz, lieu fort de l'opposition. Aujourd'hui, face à la réélection

de Morales, on observe l'effet inverse : 6 départements sur 9 se sont prononcés contre.

Le département de La Paz s'est prononcé en faveur de l'amendement à l'article 168 de la constitution et de la réélection de Morales, en obtenant 55% de votes en faveur du Oui. Toutefois, par rapport aux précédents référendums gagnés avec 61%, le MAS a perdu plusieurs appuis. De plus, la ville de La Paz a majoritairement voté Non à 58%. En revanche, El Alto, la banlieue de La Paz, habitée principalement par des migrants aymaras, a majoritairement voté Oui à 58%. Un fait indéniable est aussi le clivage entre les villes moyennes la ville de La Paz et la campagne, où le MAS a maintenu son appui et où le Oui l'a emporté avec 71%. Même amoindri, l'appui au président Morales est resté très fort dans la zone rurale, surtout des hauts plateaux.

Les départements d'Oruro et de Cochabamba ont voté, respectivement, en faveur de l'ouverture de la Constitution à 52,03% et à 54,89%. (Voir les tableaux 2.1 et 2.2). C'est grâce à la zone rurale que le Oui a gagné dans ces départements. À Oruro, les secteurs autochtones paysans, traditionnellement liés à Morales, ont maintenu leur appui, alors qu'à Cochabamba, c'est surtout la région des *cocaleros* (producteurs de la feuille de coca) qui a fait la différence. Dans les capitales régionales, le Non a gagné avec 55,93% à Oruro, tandis qu'à Cochabamba, le Non a eu 58,09%. On peut donc dire que le clivage ville-campagne se confirme une fois de plus.

Tableaux 2: Vote des départements traditionnellement proches des politiques gouvernementales illustrant le clivage du vote entre les capitales départementales et la campagne

Tableau 2.1

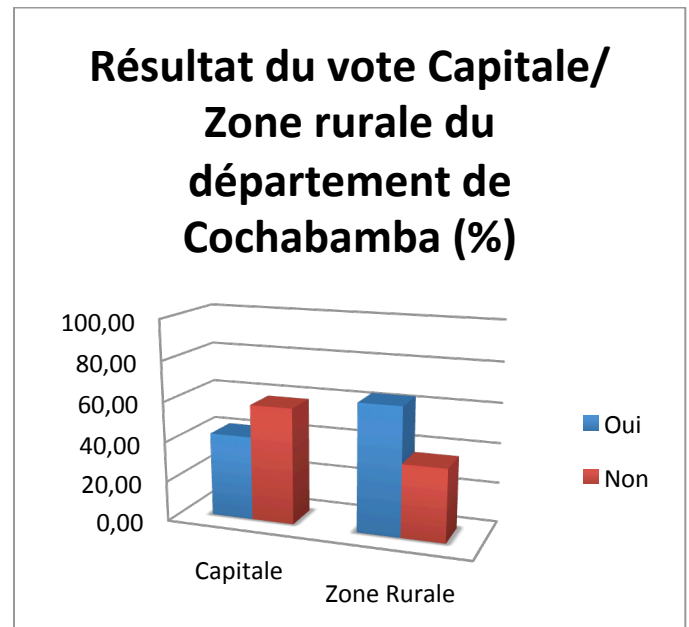
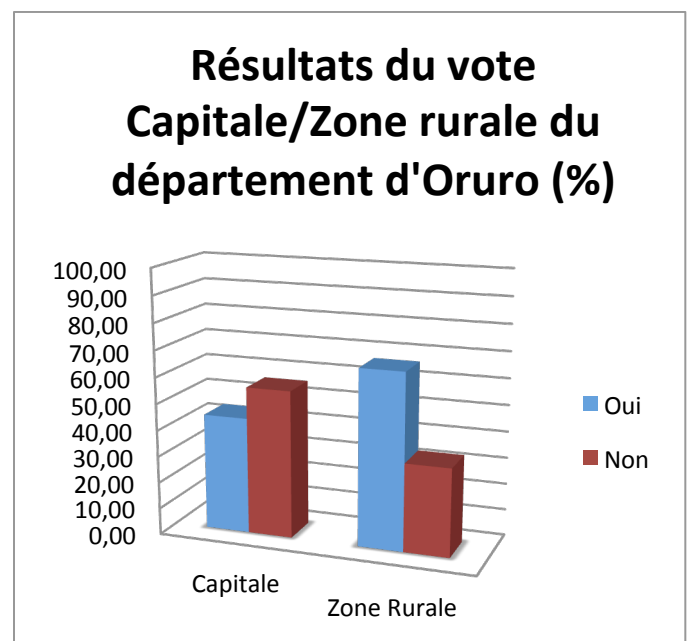


Tableau 2.2



Dans les départements à forte composante autochtone et historiquement proches du MAS comme Chuquisaca et Potosi, le Non l'a emporté. Potosi, en raison des problèmes régionaux non résolus avec le gouvernement central, a voté Non (53,26%), conservant toutefois le clivage ville campagne. La capitale départementale a voté à 85,85% contre la réélection et le reste du département à 63,80% en faveur du Oui.

À Chuquisaca, ce clivage se reproduit depuis 2009. Cette capitale départementale –capitale de la Bolivie aussi- vote contre les politiques du MAS et aujourd'hui contre la réélection à 70,63%, alors qu'à la campagne le Oui l'a emporté avec 69,25%. Dans le département au complet, le Non l'a emporté à 55%.

Tableau 3 : Résultats par département (en termes de votants et en %)⁶

Département	% OUI	% NON
LA PAZ	55,83	44,17
ORURO	52,03	47,97
COCHABAMBA	54,89	45,11
POTOSI	46,74	53,26
CHUQUISACA	44,77	55,23
TARIJA	39,88	60,12
SANTA CRUZ	39,66	60,34
BENI	39,28	60,72
PANDO	46,02	53,98

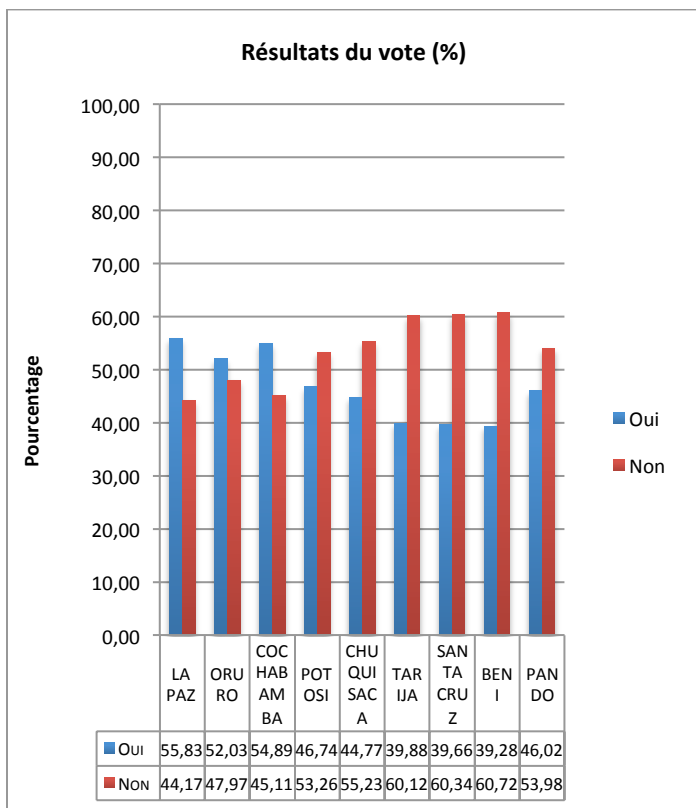
⁶ Organo Electoral Plurinacional (OEP)
<http://www.oep.org.bo> Consulté le 2 mars 2016.

Les résultats obtenus montrent clairement que les départements historiquement opposés au gouvernement d'Evo Morales restent fidèles à leur idéologie et à leur opposition au gouvernement central. Le département de Santa Cruz s'est prononcé à 60,34 % contre l'ouverture du texte constitutionnel. Dans ce département, même la zone rurale a voté contre l'ouverture de l'article 168 du texte constitutionnel. Dans la capitale régionale, le Non l'a emporté avec 65,82% contre 52,50% dans la campagne. Au département de Tarija, qui est le plus au sud de la Bolivie, le Non l'a emporté dans la capitale (69,65%) et dans la zone rurale (51,56%). Ce département ayant été associé aux départements de la « Media Luna »⁷ a maintenu ses distances par rapport au pouvoir central. Les autochtones guaranis ont aussi joué un rôle dans la défaite du Oui dans la mesure où plusieurs conflits touchant leurs terres et territoires n'ont pas été résolus par les instances gouvernementales.

Dans les départements du Beni et de Pando, qui font partie de la région historiquement opposée au « gouvernement des mouvements sociaux », soit le MAS, le Non a gagné avec 60,72% et 53,98% respectivement. Au Beni, dans la capitale régionale ainsi que la zone rurale ont voté contre l'ouverture de la constitution. En revanche, on observe au Pando le clivage entre la ville et les zones rurales: dans la capitale du département, le Non l'a emporté avec 61,06% tandis qu'à la campagne le Oui est passé avec 55,19%.

⁷Les départements associés à la « Media Luna » sont : Santa Cruz, Beni, Pando et Tarija. Ces départements se trouvent dans les plaines orientales du pays. Historiquement, cette région était le bastion de la droite qui a appuyé ou faisait partie des différents gouvernements autant pendant les régimes dictatoriaux que pendant les gouvernements néolibéraux.

Tableau 4 : Les résultats départementaux (créé à partir de la base des données du OEP, 2016).



Conclusion

Evo Morales a clairement perdu le pari de la réélection, ou, comme il l'a lui-même formulé, le pari de consolider - avec un mandat de plus- ce qu'il appelle la « révolution culturelle ». Les Boliviens ont réagi fortement contre la possibilité de la perpétuation au pouvoir d'Evo Morales. Comme le souligne pertinemment l'économiste et analyste politique Pablo Stefanoni,⁸ le problème ne réside pas tant dans la personne -quoique ceci soit un peu le cas pour les secteurs de la droite-, mais plutôt dans la « tradition culturelle bolivienne » de s'opposer à la prolongation au pouvoir des présidents, ainsi

⁸<http://lalineadefuego.info/2016/02/23/eleccion-s-en-bolivia-un-referendum-por-penales-por-pablo-stefanoni/> Consulté le 1 mars 2016.

que dans l'idée libérale selon laquelle l'alternance est la condition sine qua non de la démocratie, et ce, surtout depuis 1982. Dès lors, les questions suivantes se posent: pourquoi Morales, qui avait jusqu'à présent gagné plusieurs référendums ainsi que la dernière élection à 61%, a-t-il décidé de proposer ce référendum ? Est-ce parce que son parti est dans l'impossibilité de trouver un autre leader consensuel capable de rassembler les différentes factions qui le composent ? Ou serait-ce tout simplement parce que Morales, après avoir goûté au pouvoir, serait devenu un « caudillo » suivant la tradition quasi messianique de tant de gouvernants latino-américains? Visiblement le référendum a marqué non seulement une opposition claire à l'ouverture de l'article 168, mais s'est également soldé par un vote sanction contre le gouvernement lui-même, ses politiques, ses pratiques et son autoritarisme, et surtout contre la corruption.

Menant une campagne polarisée, les deux groupes -ceux du camp du Oui, comme ceux du camp du Non- ont déployé des insultes, des attaques ad hominem et des techniques médiatiques allant souvent à l'encontre de l'éthique journalistique et faisant fi de la loi contre le racisme et toute forme de discrimination. Même les analystes les plus réputés sont tombés dans des analyses manichéennes en ayant recours à des épithètes et des propos dignes de bagarres de rue.

Les votes obtenus sont, d'une part, les votes pour le Non ou le refus à la perpétuation de Morales au pouvoir et, d'autre part, les votes pour le Oui qui sont des votes pour la continuité du mandataire. Même si Morales a perdu le référendum, le 48,69% obtenu envoie tout de même à l'opposition (surtout à la droite) un message selon lequel le projet du MAS n'est pas caduc malgré l'érosion du pouvoir. C'est

d'ailleurs pour cela que Ruben Costas, gouverneur de Santa Cruz et figure marquante de l'opposition de la droite, appelait à nuancer ce triomphe, car il ne s'agissait pas d'un triomphe des groupes proches à l'opposition, mais plutôt d'un triomphe citoyen. Il s'est prononcé ainsi, car les citoyens utilisant les médias sociaux se sont aussi insurgés contre les propos des anciens leaders de l'ancien régime néolibéral qui ont félicité le peuple bolivien dans l'espoir de gagner quelques appuis.⁹

Les résultats doivent se lire de manière nuancée. D'une part, il est évident que le MAS a perdu ce qu'il avait gagné pendant des années à travers les urnes, soit son avance dans tous les départements de la Bolivie. En effet, même si certains secteurs de la classe moyenne ont voté aux élections en faveur du gouvernement, ils se sont aujourd'hui opposés à la réouverture de la Constitution. Les secteurs de la région orientale du pays qui avaient voté aux dernières élections pour le MAS se prononcent, aujourd'hui, clairement contre. D'autre part, les paysans habitant dans certaines villes et régions ont sauvé le MAS d'une cuisante défaite. Mais comme il a déjà été dit plus haut, les conflits locaux à Potosi, à Tarija ou à El Alto ont contribué à affaiblir les votes traditionnellement en faveur du gouvernement Morales. Doit-on pour autant en conclure une défaite « totale » du régime ? On ne saurait le dire, car malgré les scandales qui éclatent sur la corruption et qui heurtent aujourd'hui la figure emblématique de Morales, son gouvernement ne semble pas très affaibli malgré la défaite dans les urnes.

Suite à la victoire du Non, Evo Morales a donné une conférence de presse dans laquelle il dit

qu'il accepte le « verdict du peuple » tout en soulignant que les attaques déployées par l'opposition contre sa personne relèvent du racisme. Morales fait dans cette conférence mention du fait que le « peuple » avait perdu une bataille, mais pas la guerre. Il disait également, de manière un peu narquoise cela: « Ceux qui ont voté pour le Oui se sont prononcés pour le Oui à Evo, et ceux qui se sont prononcés pour le Non ont dit : ne t'en vas pas Evo ».

Sur une toile de fond digne des téléromans – entre l'apparition sur la scène publique d'une ex-compagne de Morales, qui aurait profité de sa position pour favoriser la compagnie chinoise dans laquelle elle travaillait alors, et un Morales dépeint en machiste menteur-, la Bolivie subit le contrecoup du référendum. Les médias de tous les secteurs et les représentants du gouvernement font piètre figure. Le dénouement prend des allures de complot et de mensonges multiples. Quoi que l'on pense de cette conjoncture, c'est la première fois, à travers cette relation douteuse entre Morales et la lobbyiste, que l'on aborde le sujet de la corruption en lien direct avec le président de la nation. La relation de Morales avec cette lobbyiste dévoile la trame complexe de la corruption, mais prend des allures pour le moins perverses et invraisemblables. Il semblerait que la relation de Morales avec Gabriela Zapata s'est terminée en 2007. Toutefois, Gabriela Zapata aurait utilisé sa relation et l'existence d'un enfant issu de cette relation à des fins personnelles et à fin d'obtenir des contrats de l'État. Aujourd'hui, Gabriela Zapata est accusée et est détenue pour trafic d'influence et dans ses déclarations a impliqué un membre important du gouvernement Morales, le ministre de la présidence, Juan Ramon Quintana, d'avoir « tout organisé ».

Actuellement, la résolution de ce dossier semble difficile dans la mesure où les instances

⁹Voir *La Razon* du 25 février 2016.

juridiques n'ont que peu de crédibilité aux yeux de la population, mais aussi dans la mesure où le principal témoin a eu recours à son droit à garder le silence. Il en résulte de nombreuses fausses interprétations, des procès d'intention et de graves insinuations s'étalant aussi bien dans les plateaux de la télévision que dans les journaux et dans les médias sociaux. Le post-référendum est en train de polariser la société bolivienne.

Comme l'exprimait si bien l'écrivain Paz Soldan dans un billet écrit pour *El deber*, un « processus profond de changement politique est aussi une révolution dans la sensibilité, dans la forme de se comporter avec autrui ; ce gouvernement, si préoccupé avec son discours sur la décolonisation de nos préjugés raciaux, a eu comme aporie son incapacité pour transcender les rances métaphores du machisme, du patriarcat. Il n'a fait que les répéter dans une version des plus perverses ».¹⁰

Morales et son gouvernement ne semblent pas évaluer à leur juste mesure l'étendue de la corruption et le rôle qu'elle a joué dans les résultats du référendum. Morales pourra-t-il consolider son pouvoir tout en niant l'échec de sa lutte contre la corruption? Ceci serait crucial dans le contexte actuel, car une des raisons majeures de sa défaite repose justement sur ce fléau que traverse la vie sociale et politique du pays.

Références bibliographiques

- Bautista, Rafael. « ¿Empate técnico o catastrófico? *Rebelión*. 23 février 2016
<http://www.rebelion.org/noticia.php?id=209219> Consulté le 26 février 2016.
- Calle Quiñonez, Osvaldo. « Referendum : Esta vez Evo puede no ganar ». *Bolpress*. 20 février 2016
 Consulté 3 mars 2016.
<http://www.bolpress.com/art.php?Cod=2016022006>
- Solón Romero, Pablo. « Quelques réflexions autocritiques et propositions sur le processus de changement en Bolivie », 21 mars 2016.
<http://systemicalternatives.org/2016/03/21/quelques-reflexions-autocritiques-et-propositions-sur-le-processus-de-changement-en-bolivie/>.
 Consulté le 24 mars 2016. La version originale en espagnol se trouve Consulté le 2 mars 2016.
- Stefanoni, Pablo. « Bolivia un referéndum por penales » *Le Diplo. (Edition bolivienne du Monde diplomatique)*. Edition no 200, février 2016.
<http://lalineadefuego.info/2016/02/23/eleccion-es-en-bolivia-un-referendum-por-penales-por-pablo-stefanoni/> Consulté le 1 mars 2016.
- « Infobae : Corrupción en Bolivia. Evo está en aprietos en vísperas del referendo ». Página Siete. 13 février 2016.
<http://www.paginasiete.bo/nacional/2016/2/13/infobae-corrupcion-bolivia-esta-aprietos-visperas-referendo-86613.html> Consulté le 20 février 2016.
- Organo Electoral Plurinacional. *Resultados Oficiales Referendon Constitucional 2016*.
<http://www.oep.org.bo/files/ResultadosSeparata.pdf>

¹⁰Traduction libre, *El Deber*, 29 février 2016.

Direction

Mathieu Arès, professeur
adjoint, Université de Sherbrooke

Hugo Loiseau, professeur
agrégé, Université de Sherbrooke

Observatoire des Amériques

Téléphone : 514 987-3000, poste 3910

Télécopieur : 514 987-0397

Courriel : oda@uqam.ca

Site web : www.ameriques.uqam.ca

Abonnez-vous

[À la liste de diffusion](#) 

[Au fil RSS](#) 



Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Adresse civique :

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA

Adresse postale :

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA

Courriel : ceim@uqam.ca

Site web : www.ceim.uqam.ca



Rédaction

Roxana Paniagua Humeres est chercheure postdoctorale à l'Université de Montréal et associée au Réseau d'études sur l'Amérique latine (RÉAL) au Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal. Manuel De La Fuente est directeur du Centro de Estudios Superiores Universitarios (CESU) à l'Université de San Simon -Cochabamba.

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire des Amériques ou du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM).